

# Déclaration

---

94/63

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE  
L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
À L'OCCASION DU 75<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE L'ASSOCIATION CANADIENNE LIBANAISE SYRIENNE  
DU QUÉBEC**

**MONTREAL (Québec)**

**Le 22 octobre 1994**



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

**Canada**

Monsieur le Président du comité organisateur du 75<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Association Canadienne Libanaise Syrienne du Québec, Monsieur le Président de l'Association, distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Il me fait plaisir de me joindre à vous ce soir à l'occasion de la célébration du 75<sup>e</sup> anniversaire de votre association. Elle est l'expression vivante des tout premiers liens qui se sont développés entre le Canada et le Moyen-Orient au début du siècle, liens qui se sont intensifiés aux cours des dernières décennies avec l'afflux de Libanais qui ont trouvé au Canada une terre d'accueil dans les malheurs qui ont affligé leur beau pays. La contribution des membres de votre communauté à notre vie culturelle, commerciale, religieuse et politique est précieuse pour l'ensemble des Canadiens. Il n'est aucun secteur de la vie canadienne qui ne tire un profit considérable de l'activité énergique et créative de vos membres.

Mesdames et Messieurs, je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte ce soir pour vous exposer le rôle que le Canada a joué et continuera de jouer au Moyen-Orient, particulièrement dans le cadre du processus de paix et de la stabilité progressive qui s'installe au Liban.

#### Volets bilatéral et multilatéral - rôle du Canada

Le Canada participe aux cinq groupes de travail créés dans la foulée de la Conférence de Madrid en 1991 qui marqua le lancement du processus de paix au Moyen-Orient. Une des priorités à venir du gouvernement canadien sera de soutenir entre autres, dans le contexte du processus de paix, les futurs arrangements en matière de sécurité à la frontière syro-libano-israélienne par l'application de la Résolution 242 du Conseil de Sécurité sur le plateau du Golan et de la Résolution 425 sur le sud du Liban.

Je crois que le Canada est bien préparé à jouer un rôle dans ces pays en raison de sa contribution traditionnelle, au Moyen-Orient et dans d'autres coins du monde, aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Canada a été présent au Liban depuis 1954 pour la surveillance de la trêve avec Israël et, en 1978, par sa contribution à la force au sud du Liban. De plus, en Syrie depuis 1974, le Canada contribue déjà à la force des Nations Unies sur le plateau du Golan.

Entre temps, nous continuerons de soutenir les efforts de nos amis israéliens, syriens et libanais pour en arriver à un accord juste, global et durable. Mes derniers contacts à l'ONU avec mes homologues de la région ont renforcé ma conviction qu'ils y arriveraient. La conscience s'est diffusée au Moyen-Orient que la paix et l'intérêt de chacun sont devenus indivisibles.

La Présidence du Groupe de travail sur les réfugiés à été attribuée au Canada, un rôle rempli par mon sous-ministre adjoint

pour l'Afrique et le Moyen-Orient depuis 1992. Étant donné que la question des réfugiés est au centre même du conflit arabo-israélien, notre rôle comme président de ce groupe de travail en est un, je peux vous l'assurer, que nous prenons très sérieusement.

Il y a plus de 650 000 réfugiés palestiniens au Liban et en Syrie, plusieurs d'entre eux ayant fui leurs foyers il y a plus de 45 ans. Si nous voulons vraiment créer un «nouveau» Moyen-Orient, un Moyen-Orient en paix avec toute sa population, un Moyen-Orient prospère et en sécurité, nous devons obtenir un règlement juste et équitable de la question des réfugiés. Les réfugiés doivent retirer leurs propres dividendes de la paix, la possibilité de vivre dignement avec une identité qui leur soit reconnue, de participer activement et pleinement dans ce nouveau Moyen-Orient auquel nous aspirons et pour lequel nous travaillons avec la plus grande énergie.

Le Groupe de travail sur les réfugiés offre des perspectives encourageantes. En plus d'avoir été l'hôte de deux de ses six réunions, le Canada a dirigé cette année une mission internationale dans des camps de réfugiés en Jordanie et au Liban et contribué un montant de 1,3 million de dollars au programme de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNRWA) pour la construction de logis d'urgence pour des sans abris dans la région de Beyrouth et 2,3 millions de dollars de plus pour d'autres projets dans des camps dans ces mêmes pays et en Syrie.

Tout en participant aux quatre autres groupes de travail, le Canada a réuni le mois dernier, en Nouvelle-Écosse, des officiers navals supérieurs de dix pays du Moyen-Orient, dans le cadre du groupe de travail sur le Contrôle des armements et de la sécurité régionale. Il a été l'hôte, en février 1994, du groupe de direction multilatéral.

Je suis confiant que des progrès sur la question du Golan et du sud Liban permettront bientôt à la Syrie et au Liban de se joindre à ce travail multilatéral d'importance historique. Leur présence est essentielle dans la recherche de solutions acceptables, sur la question des réfugiés, par exemple. C'est leur avenir qui est en cause et la communauté internationale a besoin du concours actif de Damas et de Beyrouth.

#### **Aide canadienne au processus de paix - ACDI**

Le programme d'aide de l'ACDI est une autre expression tangible du rôle actif du Canada dans le processus de paix. L'ACDI a notamment même mis sur pied un Fonds canadien d'experts et de services d'un montant de 2,5 millions de dollars pour mobiliser l'expertise canadienne au service de la construction de la paix. Un Fonds canadien pour le dialogue et le développement, de l'ordre de 2,1 millions de dollars, permet en outre d'organiser

des ateliers et des séminaires qui rassemblent des représentants de communautés historiquement antagonistes pour discuter de questions de développement. Plusieurs rencontres ont eu lieu au Liban. Ces contributions s'ajoutent à des engagements de 55 millions de dollars sur cinq ans pour la Cisjordanie et Gaza et à notre appui renforcé au Programme pour la paix de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés, pour ses activités au Liban, en Syrie et en Jordanie.

### **Conférence économique régionale de Casablanca**

Les progrès du processus de paix changent le tableau commercial du Moyen-Orient. Nos entreprises se doivent d'être à l'affût de ces changements. De plus en plus, pour faire des affaires dans cette région, il faudra pouvoir s'associer à des entreprises locales qui connaissent les marchés et peuvent suivre l'évolution rapide des économies locales.

J'aurai l'occasion de participer à la fin de la semaine prochaine à Casablanca à la première conférence consacrée à l'économie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cette Conférence au sommet, dont l'hôte sera le roi Hassan du Maroc, a pour objectif de consolider le processus de paix au Moyen-Orient par le renforcement de la coopération économique et du développement. J'ai demandé aux chefs d'entreprises canadiens qui m'accompagneront de participer aux divers ateliers techniques sur l'avenir économique de la région et de me faire rapport sur le potentiel que représente cette région pour les entreprises canadiennes. Leur rapport nous permettra de mieux cibler nos interventions commerciales et de mieux conseiller les entreprises sur les secteurs les plus prometteurs.

### **Relations avec la Syrie**

La communauté canadienne d'origine syrienne, forte de plusieurs milliers de membres et fière de son pays d'adoption, est aussi un facteur déterminant pour le futur prometteur de nos relations avec la Syrie.

En juin, j'ai accédé avec plaisir à la demande des autorités syriennes de procéder à la nomination de M. Fares Attar, comme consul général honoraire de la Syrie à Montréal. Cette nomination aura l'effet, j'en suis sûr, de faciliter les déplacements des Canadiens désireux de se rendre en Syrie pour des motifs personnels, familiaux ou touristiques, officiels ou commerciaux. Les visites de missions canadiennes ont mis en lumière des perspectives commerciales encourageantes avec la Syrie. Ces contacts permettent le développement de relations plus étroites entre le Canada et ses partenaires au Moyen-Orient.

Au cours des dernières années, nos relations avec la Syrie ont connu des développements prometteurs. Ainsi, dans le contexte du

réalignement occasionné par la désintégration de l'ancienne Union soviétique et de l'invasion du Koweït, il est des plus significatif qu'un contingent des forces armées canadiennes se soit retrouvé au côté de celles de la Syrie lors de la crise du Golfe en 1991. Tel que mentionné précédemment, le Canada est par ailleurs présent en Syrie depuis 1974 par le biais de sa contribution aux forces des Nations Unies sur le plateau du Golan et c'est dans ce contexte que mon collègue le ministre de la Défense nationale, l'honorable David Collenette, a visité la région en juin.

Au niveau du commerce, les ministres québécois des Transports, M. Elkas, l'an dernier, et des Affaires intergouvernementales, M. Ciaccia, en mai de cette année, se sont rendus en Syrie à la tête de missions commerciales. Du côté syrien, le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Allouch, une première à ce niveau pour le Canada, est venu en juillet en visite officielle à Ottawa. Au cours de cette visite, il nous a signalé que la Syrie souhaite ouvrir bientôt une ambassade à Ottawa. Je suis confiant que ces contacts mèneront aux résultats souhaités. Nous continuerons, je le répète, à encourager le secteur privé canadien à aller de l'avant et à développer nos relations bilatérales avec la Syrie.

#### **Relations canado-libanaises - aide au développement**

Le développement du Liban repose non seulement sur la reconstruction physique de son patrimoine mais il dépend aussi de la remise en place des institutions publiques. Reconnaisant l'évolution heureuse de la situation, j'ai approuvé récemment le lancement d'un tout premier projet bilatéral, financé par l'Agence canadienne de développement international, pour un montant de quelques 770 000 dollars. Réalisé conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le Développement, le PNUD, et avec le ministère des Affaires parlementaires libanais, il a pour objectif la bonne gouvernance et la réforme de l'administration publique.

L'ACDI planifie un autre projet pour appuyer la formation de gérants et d'administrateurs d'organisations non gouvernementales libanaises. Enfin, un autre projet pourrait viser le développement et la modernisation du service des impôts du ministère des finances libanais.

#### **Relations canado-libanaises - programme de reconstruction et commerce**

Le Liban offre aussi de nombreuses possibilités pour le secteur privé canadien. Permettez-moi d'en dresser un bref aperçu.

Dans le cadre du programme de reconstruction de Beyrouth lancé par le gouvernement du Premier ministre Hariri, un projet

d'environ 12 milliards de dollars étalé sur une période de dix ans, il existe de nombreuses occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens désireux de participer à cet effort de reconstruction.

Après avoir périclité durant la guerre civile, nos échanges commerciaux avec le Liban connaissent maintenant un regain encourageant en raison, pour une bonne part, du dynamisme commercial de la communauté d'origine libanaise au Canada. De moins de 8 millions de dollars en 1990, nos exportations sont passées à près de 44 millions de dollars en 1993. Je note ici à Montréal que les exportations du Québec à destination du Liban comptent à elles seules pour 63 p. 100 du total canadien.

Nous soutenons les efforts pour assurer une présence canadienne au Liban : une mission commerciale (la première en 17 ans) a été effectuée en novembre 1993. Les huit membres du secteur privé canadien ainsi que des représentants de mon ministère, ont reçu un accueil chaleureux de la part du Président Hraoui, du Premier ministre Hariri ainsi que des hommes d'affaires libanais.

En janvier, des hommes d'affaires sous l'égide du Conseil d'Affaires canado-arabe se sont rendus au Liban. En mai, le Secrétaire parlementaire du ministre McLaren, M. Mac Harb, a effectué sa deuxième visite au Liban avec un de nos directeurs à l'expansion du commerce. Il y a quelques semaines, une autre mission commerciale, celle-ci dans le domaine des télécommunications, visitait le Liban et la Syrie alors qu'au même moment, d'autres sociétés canadiennes participaient à l'exposition «Rebuild Lebanon» à Beyrouth. Ces échanges contribuent à augmenter la visibilité de gens d'affaires canadiens sur le marché libanais où une bonne dizaine de compagnies canadiennes poursuivent présentement des projets.

En même temps, je suis tout à fait conscient que ces projets de reconstruction avec les débouchés commerciaux qu'ils offrent, nécessiteront le déploiement d'efforts pour venir en aide aux plus démunis de la population au Liban, encore traumatisée par la guerre, et qui doivent maintenant faire face à l'inflation.

L'Agence canadienne de développement international continuera à fournir une assistance, par le biais d'organisations non gouvernementales canadiennes ou libanaises, et par le biais d'agences multilatérales, aux Palestiniens et aux Libanais déplacés au Liban. Sans compter notre contribution à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, un montant de 2 millions de dollars a été alloué par l'ACDI pour le Liban en 1994.

#### **Relations canado-libanaises - le facteur humain**

Je parlais au début de mon allocution de l'importance du facteur humain dans nos relations avec le Liban. En effet, je n'ai pas

besoin de vous apprendre que plus de 250 000 canadiens se déclarent d'origine libanaise. Il y a ainsi peu de familles au Liban qui n'aient un parent au Canada. Plusieurs Canadiens, incluant nombres de députés et de sénateurs en plus évidemment des gens d'affaires d'origine libanaise, suivent avec un vif intérêt l'évolution en cours au Liban.

En guise d'illustration, je pense à la présence au Liban du sénateur De Bané à la première Conférence des parlementaires d'origine libanaise à travers le monde en novembre 1993; à celle du sénateur Hébert, en septembre, pour le lancement de l'Association des diplômés libanais du Canada; à la mission de l'ancien ministre Ciaccia qui a piloté la plus grande mission provinciale canadienne au Liban. Enfin, je ne pourrais pas passer sous silence les activités de la Chambre de Commerce et d'Industrie Canada-Liban avec son dynamique président, M. Georges Homsy. Avec le retour progressif d'une vie plus normale au Liban, ces liens entre Libanais et Libano-Canadiens sont maintenant en mesure de porter des fruits pour le bénéfice de chacun.

Mesdames et Messieurs, au cours des dernières années des progrès réels et tangibles ont été réalisés au Moyen-Orient dans le cadre du processus de paix et de la restauration d'une certaine stabilité au Liban. Ces développements sont une source de satisfaction réelle pour tous ceux qui ont à coeur l'instauration d'une paix juste dans la région et un avenir prometteur pour le Liban.

Après tant d'années de guerre, une nouvelle page s'est tournée enfin sur le Liban. Nous devons bâtir ensemble sur les progrès dont je viens de parler. Pour ce faire, les liens humains doivent continuer à se développer entre nos deux pays, les liens d'affaires doivent s'intensifier, les liens politiques doivent se multiplier. Ainsi, j'ai décidé de procéder à la ré-ouverture de l'Ambassade du Canada à Beyrouth dès le début de l'année prochaine.

Certes, la prudence reste de mise mais je suis confiant que les objectifs que nous nous fixons avec nos partenaires de la région pourront être atteints.

En terminant, je tiens à vous réitérer le plaisir que je ressens d'être parmi vous ce soir et je désire remercier les responsables de votre association de m'avoir donné l'occasion de vous exprimer mes vues sur le rôle du Canada au Moyen-Orient, au Liban et en Syrie.

Merci.